

Le dicton :
Tant va la
cruche à l'eau
qu'à la fin
elle se casse



2^{ème} semestre
2010

Les trois singes

journal de l'association Réagir pour Beaucaire



Avec le Génie **OUI-OUI**
Finis les bactéries !

Acabi...
Acaba...
et voilà !



Un problème d'eau ? Faites appel au Génie OUI-OUI,
...Un permis ? Oui-oui !... Une embauche ? Oui-oui ! ...



merci qui?

merci OUI OUIIIII !

éditorial

Décembre 2010, la moitié du mandat approche et les nouvelles de la Mairie ne sont pas bonnes.

M. le Maire s'enlise jusqu'au ridicule dans sa gestion au jour le jour faite de prises de positions à géométrie variable. Contre une centrale électrique au gaz puis pour une ferme photovoltaïque, pour la politique du gouvernement et donc pour la fusion des commissariats de Beaucaire et Tarascon puis contre, contre les 387 constructions sans permis mais pour la régularisation de celle de son fils, pour la protection du foncier agricole et pour l'extension de l'urbanisation en zone agricole, pour le développement des circuits courts mais pour le recrutement d'une entreprise marseillaise pour l'approvisionnement des cantines scolaires, etc. Nous souhaitons bien du plaisir aux historiens qui, dans un siècle, chercheront à définir politiquement le BOURBOUSSONISME. A moins qu'ils ne concluent qu'il n'existe pas de définition « politique » de ce mouvement.

Pourtant la liste « Beaucaire Espoir » avait bien un programme politique au moment des municipales. Il était fort séduisant et nous y retrouvions beaucoup de nos thèmes de campagne. Malheureusement les mois passent et la liste des promesses non tenues qui devaient pourtant servir tous les Beaucairois ne

cesse de s'allonger : restaurer la sécurité, redynamiser le commerce du centre-ville, aider à l'installation des jeunes agriculteurs, maîtriser la politique d'urbanisation à long terme, etc. M. le Maire avait-il seulement lu son programme ? Permettez-nous d'en douter. Ces revirements, ces mensonges, ces gesticulations ressemblent à s'y méprendre à ceux de son « grand-frère » Sarkozy. Ils pratiquent tous les deux la navigation à vue et le déni des principes démocratiques.

Malgré ce contexte difficile, nous nous voulons une opposition constructive dont l'objectif est de voir nos propositions aboutir. C'est le cas, par exemple, des jardins familiaux, du buste d'Eugène Vigne, de la révision quinquennale du contrat de délégation de service public de l'eau potable, de la vélo-route Via Rhôna du Léman à la mer, etc. Ainsi, ces 6 ans du règne Bourbousson ne seront pas complètement perdus pour les Beaucairois et ce même si nous savons très bien que ce dernier ne manquera pas de récupérer politiquement les idées que nous défendons. Souvenez-vous : POWEO... Encore trois ans de résistance et de combat politique, en espérant que l'héritage en 2014, notamment en ce qui concerne l'endettement, soit soutenable par les Beaucairois.

Contacts:

Association Réagir pour Beaucaire - 61 rue Nationale - 30300 Beaucaire
ou par courrier électronique (mail) : reagirbeaucaire@free.fr

Adhésion : membre actif 10 euros, membre bienfaiteur 10 euros et plus.

Chèques à libeller à l'ordre de « Association Réagir pour Beaucaire »

Toutes nos publications, les réactions des lecteurs, l'abonnement gratuit à notre lettre d'info mensuelle, etc... sur reagirbeaucaire.free.fr

« Exprimez-vous ! »

Urbanisme - A quand une vision durable ?

Il n'y a pas si longtemps, la ZAC de Genestet n'était encore qu'une olivette et la colline des Caunelles un massif de garrigue traversé par un sentier de grande randonnée. Et puis en 20 ans la surface urbanisée a été multipliée par 3. Lotissements et

zones commerciales font désormais partie du paysage de l'entrée de ville ouest en plus de la cimenterie. Saturation des établissements scolaires, effondrement du commerce en centre-ville et augmentation du trafic routier constituent une illustration quotidienne et durable

des conséquences d'une telle politique.

La nouvelle majorité lors de la campagne électorale déplorait « l'absence d'une politique d'urbanisme d'ensemble conçue sur le long terme. L'urbanisation est revue au coup par coup, au gré des demandes, ce qui ne reflète

pas une gestion responsable ». « Définir un plan d'urbanisme directeur pour maîtriser la politique d'urbanisation à long terme et harmoniser le développement de la ville pour les années à venir » était l'une des propositions de la liste Beaucaire Espoir.

Nous sommes pratiquement à mi-mandat et ce fameux plan d'urbanisme directeur n'est toujours pas à l'ordre du jour. Bien au contraire, ce sont 4 projets de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui ont été évoqués en moins d'une demi-heure lors de l'avant dernière réunion de la commission urbanisme. Ces révisions doivent permettre, entre autres, d'urbaniser des parcelles agricoles au-delà de la rocade, à proximité du nouveau centre d'incendie et de secours. M. le Maire a eu beau jeu d'affirmer, il y a plus d'un an, que la desserte du centre de secours et d'incendie en eau potable et assainissement -qui a coûté pratiquement 1 million d'euros aux Beaucairois- n'était pas la tête de pont de l'extension urbaine au-delà de la rocade. Une fois n'est pas coutume, il s'agissait encore d'un mensonge. Ceci alors qu'il était le premier à déplorer l'« expansion galopante de la ville vers l'ouest » durant la campagne électorale.

Il est temps de rappeler aux Beaucairois que l'espace n'est pas une ressource inépuisable et que sa consommation a forcément des limites et des revers. Tout d'abord l'étalement urbain empiète sur les surfaces naturelles et agricoles. En zone naturelle, il porte atteinte au paysage et à la biodiversité. En zone agricole, il est souvent source de conflits de voisinage entre les agriculteurs gênés dans leurs activités (accès aux parcelles, trafic routier, etc.) et les nouveaux habitants qui n'apprécient pas forcément, pour ne citer que cet exemple, les pulvérisations de pesticides devant leurs fenêtres. Ensuite il nécessite des extensions de réseaux (eau potable, assainissement, voirie, etc.) dont la collectivité devra financer souvent une partie de l'investissement (ex. : conduite d'eau potable au-delà de la rocade) et presque toujours les frais d'entretien après la rétrocession des équipements à la commune. Enfin, elle oblige la commune à anticiper sur les nouveaux besoins à satisfaire que vont générer ces nouveaux arrivants sous peine de voir ses équipements saturés, ce qui est le cas par exemple de beaucoup d'écoles beaucairoises du premier degré. Donc, si l'urbanisation de nouvelles zones

peut permettre ponctuellement à une commune de dégager des ressources (c'est ainsi par exemple que la municipalité André-Cellier a pu financer l'aménagement du canal en permettant l'urbanisation de la colline des Canelles), le bilan à moyen terme n'est pas forcément rentable car de nouvelles charges de fonctionnement vont s'imposer.

Alors en continuant à changer la destination des espaces agricoles et naturels pour satisfaire des intérêts particuliers au rythme des 20 dernières années et ce en prenant en compte le projet de ferme photo-voltaïque d'ERDF qui occupera 10 % du territoire communal, que restera-t-il de ces espaces en 2030 ? Quel étrange moyen de la part d'un Maire/Vice-président de la Chambre d'Agriculture de soutenir cette activité agricole. N'avons-nous plus besoin de l'agriculture pour nous nourrir, de la nature pour respirer ? On est bien loin de la « maîtrise de la politique d'urbanisation à long terme. »

A défaut de satisfaire ses promesses électorales, la municipalité a donc choisi une fois de plus la voie de l'opportunisme et de la facilité. Est-ce donc tout ce que l'on peut attendre d'un élu ?

Nous ne le pensons pas.

Récemment, Monsieur Ledur, premier adjoint et adjoint à l'urbanisme inaugurerait le nouveau parking dit de la gare. Si celui-ci est bien pratique et bienvenu, son portique d'entrée pour bloquer l'accès aux «gens indésirables», semble plutôt être dédié à la gloire du foot local. Question : **A Beaucaire on en est où avec les aires de stationnement des gens du voyage?**



On n'est pas fatigués !

Depuis deux ans des centaines de milliards de dollars, d'euros, de yens, de livres, de yuans (ah ! la poésie monétaire ! quelle volupté !), sont engloutis pour sauver les banques, les grandes entreprises cotées en Bourse, leurs profits et les dividendes de leurs gros actionnaires. Faut dire qu'ils étaient malades, une cirrhose financière, une indigestion de spéculation, une boulimie d'achats, de rachats et de concentration, une orgie boursière, une goinfrerie capitaliste, jusqu'à la nausée. Alors, ils ont été patraques, ont vomi, eu la gueule de bois, fait un peu la diète... Certains dirigeants ont même fait les gros yeux, dit « tss, tss, sachez vous tenir » ; chez nous, il y en a même un qui a dit qu'il allait réformer le capitalisme, supprimer les paradis fiscaux, moraliser tout ça ; on allait voir ce qu'on allait voir ! Et on a vu : les turpitudes de Madame Bettencourt et de son entourage, Bernard Tapie indemnisé pour « préjudice moral » à hauteur de 250 millions par un jury de copains (pas par la Justice !), Bolloré (l'ami du président) qui arrache des milliers d'hectares de forêt primaire en



Afrique pour spéculer sur l'huile de palme, les banques qui renouent avec des bénéficiaires indécentes, supérieurs à ceux d'avant « la crise ». Bref, on a tout changé pour que rien ne bouge !

Reste, à la fin du festin, quand tout ce beau monde s'est bien vautré, qu'il y a l'addition à payer ! Bien sûr, sans toucher aux profits ni aux dividendes : ce ne sont tout de même pas les casseurs, les vrais, qui vont casquer ! Pas les seigneurs saigneurs ! Sinon qui ferait tourner l'économie ? Alors, il y a tous ces faïnés : les salariés, qu'on va virer par charrettes entières, ces nantis de retraités qui vivent trop bien trop longtemps, les infirmières, facteurs, policiers, instituteurs trop nombreux et trop bien payés ! Haro sur les retraites, sur la Sécurité Sociale, sur les Services Publics !

On a commencé par la Grèce, on a montré du doigt le Portugal, l'Espagne, l'Italie ; les bien-pensants, les importants, les puissants nous ont expliqué que les Méditerranéens, ils sont comme ça, la faute au soleil sans doute, ils dépensent sans penser au lendemain, de vraies cigales écervelées, qu'il fallait recadrer : austérité, rigueur, économies ! Mais voilà que la chaste Irlande s'y met aussi : sous perfusion financière avant la faillite ! My God ! Ce modèle de vertu,

ce « tigre » économique, où les multinationales ne paient presque pas d'impôt, où les cotisations sociales ne pèsent rien, où le laisser-faire ultra-libéral promettait l'enrichissement pour tous ! Les retraités vont y perdre 3 semaines de pension, les fonctionnaires et les travailleurs du privé un mois de salaire, et les jeunes recommencent à émigrer vers l'Amérique ou l'Australie !

Et en plus, du Nord au Sud, de Dublin à Athènes, de Londres à Lisbonne, en passant par Paris, Rome ou Madrid et même Beaucaire, depuis septembre, les peuples descendent dans la rue, demandent des comptes, refusent de payer les pots cassés par d'autres ! Par millions ! Et ce n'est pas fini, car elle est insondable la morgue des nantis, insatiable leur appétit de pouvoir et de profits, inaltérable leur aplomb quand

ils viennent nous faire la leçon ! Chez nous, on vient de faire une grande découverte : de plus en plus de personnes âgées (toujours elles, décidément...) vivent dans la dépendance, alors on va créer un cinquième risque pour que la Sécu puisse le couvrir,

mais avec « l'aide » des banques, des compagnies d'assurances, des financiers, des boursicoteurs, des rapaces de tous poils et toutes plumes... Un certain Guillaume Sarkozy, frère de l'autre, est en train de monter un empire « retraite et dépendance », un mauvais titre pour un mauvais film dont les Français auront le mauvais goût de réécrire le scénario !

A Beaucaire, pour la première fois depuis de nombreuses années, la défense des retraites a mobilisé : à deux reprises, au bord du Canal, de simples citoyens se sont mêlés aux militants habituels, dont ceux de RPB, pour dire leur refus de ce recul de civilisation, crier qu'un autre monde était possible ; ils ont été nombreux aussi à se rendre à chaque manif nîmoise (en particulier grâce au bus de la CGT).

La bataille des retraites n'est pas définitivement perdue, celle de la Sécu va s'engager, et celle de l'emploi et d'une autre répartition des richesses... De Dublin à Athènes, en passant par Beaucaire.

Brèves

La ferme photovoltaïque
au secours du commissariat

Soyons polis.

Lors de l'assemblée générale du GEM*, certains annonçaient que notre façon de communiquer leur plaisait bien et semblait efficace.

Certes, que celle-ci fasse des émules n'est pas pour nous déplaire, mais surtout pas si les éloges émanent de la droite la plus réactionnaire qui soit.

Ces messieurs ou ces dames semblent oublier que l'humour et la dérision ont, en des temps pas très lointains, fait capoter plusieurs de leurs projets des plus désastreux pour Beaucaire et ses habitants et qu'en ces temps mémoriaux (sans nostalgie toutefois), ils traitaient leurs opposants de sobriquets des plus bas étages qui soient. Des parallèles -tout à fait condamnables- avec des barbus intégristes nous ont même été attribués.

Alors soyons polis et rendons-leur hommage, car si notre communication est supérieure à la leur, c'est aussi un peu grâce à eux.

* Groupe d'études municipales, émanation de la droite d'opposition

LES EFFLUVES DE LA ROUTE DE SAINT GILLES

Quel que soit le temps, mais surtout en période estivale, un parfum « fécal » se dégage de la station de relevage des eaux usées située route de Saint-Gilles. Ces odeurs viennent alors titiller les narines « réjouies » des riverains et des passants.

En cas de pluies intenses, la station est saturée et la route de Saint-Gilles se transforme en « cloaque » d'où jaillissent des geysers d'eaux usées. Dans ces circonstances, riverains et passants devraient s'équiper de tenues étanches afin d'éviter tout risque de contamination.

La route de Saint-Gilles est de plus caractérisée par une circulation à forte allure des automobiles, ce qui, combiné à l'inondation de la route, augmente d'autant les risques de projections d'eaux usées et d'aquaplaning. La vitesse limite signalée par des panneaux a beau être de 50 km/h, rares sont ceux qui la respectent et ce malgré un trafic de centre-ville. Faudra-t-il un accident mortel pour que des ralentisseurs soient enfin installés ?

Pourquoi le Maire ne sollicite-t-il pas le Conseil Général, propriétaire de la voirie, pour qu'il effectue ces travaux peu coûteux et de bon sens ? Pourquoi ne demande-t-il pas à Veolia, délégataire du service public de l'assainissement, de revoir l'entretien et le dimensionnement de la station de relevage ?

Qu'il s'agisse de l'assainissement ou de la voirie, les riverains ont sollicité M. Bourbousson à moult reprises, mais ce dernier n'a jamais donné suite. RPB soutiendra toute initiative prise par les riverains et leur association «Les Aires» : pétitions au Maire, au Conseiller général du Canton, barrage de route, etc..., afin qu'enfin des mesures soient prises. Laissez-nous vos suggestions d'action sur <http://reagirbeaucaire.free.fr/>.

Le 2ème employeur de la ville liquidé ?

Toutes les phrases en italiques sont extraites du programme électoral de M. Bourbousson.

Dans son tract de campagne électorale consacré à l'agriculture, M. Bourbousson introduisait ses propositions en rappelant fort justement que cette activité impacte de façon importante l'économie locale. Deuxième poumon économique de la ville après l'industrie, elle génère environ 800 emplois stables, activité incontournable puisqu'elle couvre près de 7000 hectares sur un total de 8500. Ce sont les agriculteurs qui modèlent les paysages de nos campagnes et qui devraient permettre une gestion harmonieuse du territoire. Point d'orgue de cette omniprésence, l'arrivée en 2008 d'un exploitant agricole à la tête de la mairie, président de la cave coopérative de Beaucaire, membre actif d'un syndicat agricole influent et fin connaisseur des besoins de ce secteur d'activité.

Monde en crise soumis aux lois du marché et au diktat des centrales d'achat des groupes de grande distribution, ou monde en pleine expansion pour ceux qui chassent efficacement les primes distribuées par l'Europe et les collectivités locales (*), il existe cependant entre ces deux extrêmes des exploitants qui ont su développer des filières de commercialisation leur assurant une indépendance financière et une certaine prospérité.

Mais les tendances observées dans l'industrie avec la fusion de groupes ou le rachat sous la forme d'OPA n'épargnent pas le monde agricole. Chaque année, le nombre d'agriculteurs diminue. Dans le Gard, on en compte actuellement environ 5500 (ils étaient 6400 en 2000, en 20 ans l'agriculture gardeoise en a perdu 1800) et la surface cultivée est en baisse sensible chaque année. Les exploitations couvrent des surfaces de plus en plus grandes qui sont la propriété d'importants groupes régionaux. Face à ces prédateurs, la pérennité des nombreuses petites exploitations familiales pressurées par un environnement commercial toujours plus agressif est menacée.

Et que penser des 9 % de terres agricoles non exploitées dans le Gard alors que dans le même temps les bouches à nourrir sont toujours plus nombreuses ? L'agriculture donne à manger aux hommes et devra être capable de relever les prochains défis démographiques du 21ème siècle.

Dans ce contexte quelque peu contrasté qui rappelle celui que l'on connaît à Beaucaire, on peut s'interroger sur la politique mise en oeuvre par la

majorité municipale et sur les promesses de campagne (terme fort à propos) de M. Bourbousson que l'on détaille en partie ici :

Favoriser le développement des circuits courts et encourager les débouchés locaux de restauration scolaire. A ce jour rien n'a été entrepris afin de permettre d'approvisionner toute l'année un lieu de vente collectif dans une maison de terroir ou de pays. Pire, le marché pour l'approvisionnement des cantines scolaires a été confié à une entreprise marseillaise. Une façon élégante de court-circuiter les circuits courts...

Produire de l'énergie. Cette proposition ne visait sans doute qu'à épaissir le catalogue des promesses et à apporter une caution estampillée « développement durable ». Il s'agissait d'encourager les agriculteurs à produire du colza destiné à la fabrication d'huile comme substitut aux produits pétroliers et de les soumettre encore une fois aux investisseurs qui ne manqueront pas de spéculer sur ce nouvel or vert. Sans parler du fait que consacrer des produits alimentaires pour nourrir des voitures et non des hommes peut choquer !

Au lieu de cela, un projet (tombé du ciel) d'implantation d'une centrale photovoltaïque de production d'électricité, génératrice d'emplois et couvrant plus de 700 hectares de terres cultivables. La Chambre d'agriculture a donné son feu vert, les arguments avancés par les dirigeants de cette institution pour justifier ce choix mettent en avant l'aspect réversible de cette installation et la possibilité de rendre aux agriculteurs une terre vierge de tout traitement après 25 ans, ainsi que le versement de deux millions d'euros par an à cette même chambre.

Protéger le foncier agricole. Pour éviter le mitage et le morcellement des terres agricoles pour les transformer en autant de parcelles constructibles, une commune peut racheter des terres non exploitées afin de les rétrocéder à de jeunes agriculteurs souhaitant s'installer sur le territoire. A ce jour, aucune action de ce type n'a été entreprise par la mairie. Les demandes d'équipement en compteurs électriques sur des terrains de la plaine sont régulières en commission urbanisme et souvent refusées. M. Bourbousson bombe le torse devant deux élus de la gauche en prétendant s'attaquer au fléau que représentent les constructions de maisons sans permis (il en aurait dénombré 387) et dans le même temps s'autorise à transfor-

mer une écurie en résidence... sans permis au moment où les travaux ont commencé.

Raccorder l'habitat dispersé rural au réseau d'eau potable. En d'autres termes, il s'agit d'amener l'eau potable dans la plaine. Bien que les négociations entre le délégataire historique Veolia et la mairie soient déjà engagées, nous ne croyons pas à l'annonce faite en conseil municipal sur le rabais de 17 millions d'euros que serait prête à accorder l'entreprise sur ce projet. Nous ne croyons pas plus à la légalité d'un tel accord qui serait immédiatement dénoncé par des concurrents qui ne manqueront pas de répondre à l'appel d'offre que devra lancer la mairie. Affaire à suivre.

A la lueur de ce qui précède, on peut se demander si M. Bourbousson avait lu son propre programme tant la mise en oeuvre de celui-ci paraît hasardeuse. Et ce n'est pas le rapport réalisé par la Chambre d'agriculture du Gard, commandé par la CCBTA pour un coût de 30 000 €, et qui visait à établir un diagnostic sur l'agriculture de notre territoire, qui permettra d'y voir plus clair. En effet, à Beaucaire, seuls 37 % des exploitants ont répondu à cette enquête alors que toutes les autres communes de la communauté Terre d'Argence affichent des taux de réponses dépassant les 55 %. La malédiction Bourbousson a encore frappé...

(*) Retrouvez sur le site <https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/tbp/accueil/accueil.action> le montant des subventions versées par l'Europe dans le cadre de la PAC (Politique agricole commune) aux agriculteurs Beaucairois.

l'Ecole, une chance ! Pas une charge !

Après le service de distribution de l'eau potable, abandonné aux appétits d'une multinationale à laquelle aucune municipalité de Droite ne s'est avisée de demander des comptes, RPB a mis en débat l'Ecole Publique à Beaucaire, le 22 octobre.

Un état des lieux bien peu glorieux, après 25 ans de pouvoir André/Cellier : si la population s'est accrue de plus de 10%, si la surface urbanisée a plus que doublé, aucune nouvelle école n'a vu le jour depuis 1980. Les établissements existants sont aujourd'hui, pour certains, particulièrement vétustes ! Eugène Vigne, enfin reconstruit, a at-

tendu 20 ans pour renaître, pris en otage par Jean-Marie André qui en avait fait un objet de chantage sur le Conseil Général pour essayer de « gratter » quelques avantages... La Droite locale a toujours considéré l'Ecole comme un coût à réduire, jamais comme un investissement d'avenir. Notre jeunesse, notre économie, en paient encore le prix ! Il est urgent de rattraper un quart de siècle de retard ! Ce n'est pas le chemin que semble vouloir prendre la municipalité actuelle qui mobilise les bétonnières des promoteurs et oublie tout équipement public dans ses projets !

Brèves

Le (micro) parti radical valoisien fait son nid à Beaucaire

Classés à l'extrême gauche au XIXe siècle, les radicaux le sont de moins en moins (radicaux). Certains, poursuivant leur lente migration vers la droite dure, constituent aujourd'hui, à travers les radicaux valoisien, l'une des composantes de l'UMP.

Plus inquiétant encore, deux de ses membres, Monsieur le Maire et son adjoint aux affaires sociales, n'ont rien trouvé à redire lorsque le

front national leur a apporté un fraternel soutien lors de la campagne des municipales en 2008.

C'est sans doute le hasard si M. Grasset, fils du président gardois de ce parti, a été embauché récemment à la mairie de Beaucaire. Cette façon de faire n'est pas sans rappeler l'embauche par l'ancienne municipalité de Franck Proust, membre de l'UMP.

Les municipalités de droite changent, les mauvaises pratiques continuent.

Ingratitude

Voilà que l'impayable tandem André/Cellier découvre l'aspect ingrat et fastidieux de la fonction d'élus d'opposition : finie la presse locale pendue à leurs lèvres, les moyens de communication de la mairie, bonjour la photocopieuse, les tracts, la tournée des boîtes à lettres.

C'est ainsi qu'ils se sont collés à la distribution en ville d'un mauvais tract intitulé « Construction sans permis : scandales à la pelle ». Pourraient-ils faire la tournée des mas aussi ?

LES JARDINS FAMILIAUX, UNE IDEE MODERNE.

« Si tu veux être heureux, un jour,
tue ton cochon, un an, marie-toi,
toute ta vie, cultive ton jardin »

Ne chinoisons pas, ce pro-
verbe souligne les vertus du
jardinage.

Pour atteindre ce nirvana en-
core faut-il disposer d'un lopin
de terre.

A la fin du XIXe siècle, Le-
mire et Volpette, deux reli-
gieux soucieux du bien-être
de leurs contemporains, créè-
rent les jardins ouvriers.

Les objectifs étaient multi-
ples et nombre d'entre eux
sont toujours d'actualité : fa-
voriser l'auto-provisionnement,
lutter contre l'inactivité
et l'alcoolisme... Cette idée a
fait son chemin, les ceintures
des villes ont accueilli des cen-
taines de milliers jardins
avant de disparaître depuis les
années soixante sous le béton.
C'est ainsi qu'à Beaucaire, à
proximité de la piscine, au pied
du talus SNCF, au bord du
Rhône, des dizaines de jardins
assuraient l'approvisionnement
en légumes de nombreuses fa-
milles d'ouvriers. La plupart
ont disparu depuis sous le gou-
dron et le béton, quelques-uns
subsistant encore à ce jour.

En février 2002, le sénateur

Coin-
tat, devant la haute assem-
blée, listait les mérites de ces
jardins et notamment :

- le rôle important de loisirs
et de vie familiale,
- un lieu de vie locale,
- un terrain de prédilection à
l'initiation à la nature et à la
protection de l'environnement,
- le développement de la vie
sociale et associative,
- la gestion de l'espace périur-
bain, la mise en valeur des pay-
sages,
- un support de solidarité, la
résistance à la précarisation,
l'auto-provisionnement,
- un moyen de lutte contre
l'inactivité forcée (chômage,
retraite).

Nous ajoutons la possibilité
pour des ménages à revenu
modeste d'accéder à la
consommation de fruits et lé-
gumes de qualité, de se pren-
dre en main face aux
difficultés économiques, de
prendre conscience que, face
à la société de surconsomma-
tion, il y a des alternatives va-
lorisantes...

Actuellement 100 000
jardins familiaux et ouvriers
sont recensés en France,
Nîmes en compte près d'un
millier, à Vauvert, Saint-Gilles,
ils sont encore bien implantés,
Montpellier, Nantes, Lyon en
ont créé récemment, la de-
mande est forte, ayant senti
le filon, des particuliers équi-
pent des parcelles et les
louent.

C'est ainsi que la Commission
d'urbanisme a examiné une de-
mande de création de 160 jar-
dins. Le projet, porté par un
particulier, devait voir le jour
en bord du Rhône. La règle-
mentation en vigueur en zone
inondable ne permettant pas
ce type d'installation à cet en-
droit, la demande a été reje-
tée.

Nous demandons à la municipa-
lité d'étudier un projet de jar-
dins familiaux, étant
persuadés qu'il y a une de-
mande notamment de la part
d'ouvriers agricoles nombreux
sur la commune et qui dispo-
sent d'un réel savoir-faire
dans ce domaine.

Brèves

Cantines en primaire : Restos du cœur ?

La mairie reconnaît qu'environ un tiers des parents dont les enfants scolarisés en primaire et qui mangent à la cantine ne paie pas ce service. Dans le même temps, on apprend de source sûre que ce problème est marginal dans les collèges et lycées de Beaucaire. Alors les parents deviennent-ils solvables dès que leurs enfants rentrent en sixième ou bien la volonté de recouvrement des dettes est-elle défailante à la mairie ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

Paroles, paroles, paroles...

En 25 ans, faute de vision à long terme, Jean-Marie André, puis Mireille Cellier ont laissé le commerce du centre-ville péricliter. Le maire actuel, dans sa campagne électorale, déclarait : « Beaucaire subit une désertification commerciale flagrante du centre ville et un déficit d'attractivité. Notre objectif est de tout mettre en œuvre pour revitaliser le commerce ».

Mais..., mais qu'en est-il aujourd'hui ? Les fermetures de commerces du centre-ville se poursuivent inéluctablement, les rideaux restent baissés. Il n'y a plus guère que le commerce de produits stupéfiants qui, sans recours au Fisac, prospère au vu et au su de tous.

Les raisons de cette déroute sont évidentes : « Beaucaire est une ville sale » disait encore M. Bourbousson. Elle l'est toujours, et davantage encore comme l'expriment les habitants du centre-ville.

« Beaucaire véhicule aujourd'hui une forte image négative que nous ne pouvons plus tolérer. Notre objectif est de corriger sans attendre ce reflet car c'est l'une des clés du développement touristique et commercial » constatait-il il y a un peu plus de deux ans. A la question posée par les élus de gauche lors du conseil municipal du 8 novembre dernier : « Qu'avez-vous fait en terme de communication pour changer l'image négative de la ville, le maire répond : « Beaucoup ».

« Beaucaire est une ville sortie de la délinquance » déclarait-il récemment encore dans « Vivre à Beaucaire ». Que nenni ! clament les habitants du centre-ville. Incivilités, stationnements interdits perdurent, les cambriolages se multiplient sous l'œil « dissuasif » des caméras de vidéosurveillance, pardon, de vidéoprotection comme l'on dit en novlangue politique !



« J'ai le devoir de protéger ma ville », déclare-t-il dans la presse le 21 novembre dernier. Ah bon ? Comment justifier alors, rue de la République et rue Ledru-Rollin, les trous béants laissés dans la chaussée par la disparition des bornes installées par l'ancienne municipalité en désespoir de cause pour éviter le stationnement dans ces rues étroites (dans la seule rue de la République 32 bornes se sont volatilisées transformant une banale promenade en parcours d'obstacles) ? Plus préoccupant encore : l'absence de patrouille de police à pied en ville... La Police, Volet que le premier magistrat a bien voulu aborder fin novembre enfin devant l'émoi suscité par le projet de fusion des commissariats de Beaucaire et Tarascon dont il est pourtant question depuis quelques mois déjà. Le hiatus entre les déclarations et les actions, l'immobilisme de la municipalité sont consternants. Comment espère-t-elle redynamiser le centre-ville, quels arguments peut-elle avancer afin d'attirer de nouveaux commerçants à Beaucaire alors qu'elle a abandonné avec un bel aplomb ce remarquable ensemble architectural que représentent la ville et son centre ancien ? Sur les 33 élus, seuls deux habitent le centre-ville...

Lettre aux néo-Beucairois

Le promeneur qui s'aventure aujourd'hui en centre-ville aura du mal à imaginer ce qu'était le cœur de la cité il y a 25 ans : très animé, point de ghetto alors, mais une centaine de petits commerces égayant les rues Nationale, Ledru-Rollin, des Bijoutiers, de Nîmes et place de la Mairie : quincailler, traiteurs, bouchers, charcutiers, pâtisseries, boulangers, épiciers, droguistes, marchands d'articles de sport, de camping, de chasse et pêche, de vélos, de cyclomoteurs, de disques, de vin, de chaussures, de nouveautés, d'électroménager, de jouets, de lait, de fleurs, de pâtes, de peinture et papier peint, assureurs, bureaux de tabac, pressing, modiste, chapeliers, maroquinier, bazar, horlogers, pharmaciens, bijoutiers, électriciens, photographes, serruriers, réparateurs de chaussures, poissonniers, tailleurs...

Comment en est-on arrivé à la situation actuelle ? Nous allons tenter d'y répondre à partir de notre vécu, fondé sur trois éléments.

1. L'arrivée aux affaires d'une nouvelle équipe municipale

Dirigée par Jean-Marie André, Mireille Cellier, accompagnés de Jacques Bourbousson, Valérie Arèse, elle met en place une nouvelle politique : finie l'urbanisation réfléchie, contrôlée par les élus, timorée disaient certains, place aux promoteurs, aux affairistes, au libéralisme débridé, on allait voir ce que l'on allait voir.

A grand coup de fanfaronnades médiatiques les nouveaux-venus montraient leurs muscles :

- Les Beaucairois ne trouvant pas de terrains constructibles sur la commune partageaient dans les communes voisines, les nouveaux élus réagissaient en ouvrant à l'urbanisation le quartier St-Joseph au sud de la ville, en zone inondable, puis la ZAC de Genestet et le lotissement des Milliaires. Les promoteurs se frottaient les mains, les maisons émergeaient, mais aucun aménagement d'ensemble n'étant prévu, les équipements publics (écoles, jardins publics, commerces de proximité...) font aujourd'hui cruellement défaut.

- Les Beaucairois, n'ayant pas de grande surface sur place, allaient à Nîmes ou Avignon. Qu'à cela ne tienne, on allait faire venir la grande surface à Beaucaire. Enfin presque, en fait à Genestet, à 3 km du centre-ville, au bord de la rocade, pour faire plaisir au promoteur qui souhaitait capter la clientèle de passage.

Ainsi les 70 millions de francs « d'évasion financière » vers Nîmes/Arles/Avignon (estimés par la CCI) resteraient sur Beaucaire.

Cet argument, repris il y a peu encore par André/Cellier en conseil municipal pour justifier les choix de l'époque, mérite que l'on s'y attarde un peu.

Si les petits commerçants beaucairois employaient la main-d'œuvre locale et réinvestissaient leurs bénéfices localement, faisant ainsi tourner l'économie locale, on peut s'interroger : où le groupe Carrefour-Promodès réinvestit-il ses bénéfices ? A Beaucaire ? En Chine ? En Amérique latine ?

Autre argument pour justifier la venue d'une grande surface : la création d'emplois. De quels emplois s'agit-il ?

Premier constat : de nombreux employés des grandes surfaces n'habitent pas Beaucaire. Quant aux emplois, il s'agit de temps partiels subis pour la plupart, avec des horaires fractionnés pour un personnel désormais taillable et corvéable.

2. La main d'œuvre agricole

De tout temps l'agriculture beaucairoise a attiré une main-d'œuvre importante et peu qualifiée. Les grosses exploitations employaient des dizaines de journaliers chacune et quelques permanents.

Cette main-d'œuvre issue du Massif Central (les gavots), d'Italie, d'Espagne, du Portugal, fuyant la misère, trouvait à Beaucaire du travail et s'y installait dans les logements modestes du centre-ville. Il suffit de parcourir l'annuaire téléphonique pour voir les noms de leurs nombreux descendants, dont certains ont tendance à oublier aujourd'hui le parcours précaire et difficile de leurs aïeux bien contents de trouver ici une terre accueillante.

L'exploitation agricole beaucairoise a évolué. Si le nombre d'exploitations et d'exploitants a fortement diminué, la nature même des exploitations agricoles a nécessité de plus en plus de main-d'œuvre.

Ainsi, en avril 2002, alors que Chirac et Le Pen s'affrontaient au deuxième tour de l'élection présidentielle sur le thème de l'immigration, les agriculteurs gardois demandaient l'ouverture de 10000 contrats OMI (Office des migrations internationales) pour subvenir à leurs besoins. Plusieurs exploitations beaucairoises emploient des dizaines d'ouvriers, quelques-unes dépassant la centaine en période de récolte. Le recours à la main-d'œuvre maghrébine docile et compétente s'est accentué après 1962. Ces Maghrébins, hébergés dans les mas dans des conditions bien souvent misérables, ne se rendaient en ville que le dimanche pour s'approvisionner et de

ce fait étaient invisibles.

Aujourd'hui les exploitations se tournent vers les pays de l'Est et d'Amérique latine pour trouver de la main-d'œuvre.

3. La loi sur le regroupement familial

Voulue par Giscard et Chirac, alors premier ministre, cette loi humaniste et économique, votée en 1976, permettait à la famille des travailleurs immigrés de s'installer en France dès lors qu'ils avaient un emploi stable et un logement. Ainsi ceux-ci n'étaient plus coupés de leurs proches pendant 10 mois par an et leur salaire restait en France.

A Beaucaire, cela s'est traduit par une arrivée massive de ces familles qui se sont installées en centre-ville dans les maisons libérées par leurs

prédécesseurs, lesquels sont allés habiter dans les lotissements nouvellement créés. Ainsi, en 20 ans, un ghetto s'est créé en centre-ville, les petits commerces fermant les uns après les autres sous la double pression de la grande surface et de cette nouvelle population qui a créé ses propres commerces.

Les responsables politiques ne doivent pas céder aux modes du moment, aux lobbies. Les commerçants doivent faire du commerce, les promoteurs des maisons et les politiques de la politique, c'est-à-dire de la gestion de la cité. Quant aux agriculteurs, s'ils sont responsables de ces vagues d'immigrations successives, ils n'en sont pas coupables.

Hommage à un grand Beaucairois

Alors que le nouveau collègue Eugène Vigne vient d'ouvrir ses portes lors de la dernière rentrée scolaire, les élus d'opposition de gauche au conseil municipal ont proposé le transfert de la statue d'Eugène Vigne dans l'enceinte du nouvel établissement au maire de Beaucaire et au président du Conseil général du Gard.

Cette statue, située à l'origine cours Gambetta, a été reléguée à l'entrée de l'école de la Condamine, au prétexte que l'école souhaitée par E. Vigne a d'abord siégé en ces lieux. Si la première école primaire supérieure créée à Beaucaire a bien été accueillie (et non construite) à la Condamine, il eût été normal qu'en 2002, la statue jugée indésirable sur le cours Gambetta par la municipalité André soit transférée dans le collège qui portait son nom.

Les raisons de cet exil sont peut-être à rechercher dans la vie, les idées et les actes de ce grand bienfaiteur de la ville. Qui

fut donc Eugène Vigne ?

Né à Beaucaire en 1818, ce négociant en bois fortuné fut conseiller municipal dans l'opposition. Il lutta, sous le régime autoritaire du second Empire, contre le maire conservateur Crouzet. Il eut, avec ses amis, plusieurs fois maille à partir avec la police de ce régime et ce jusqu'à sa chute en 1870.

Dès 1866, avant Jules Ferry, il proposa la création à Beaucaire d'une école primaire supérieure, laïque et gratuite « une école où tout enseignement religieux serait proscrit, l'instruction religieuse devant appartenir à la famille ».

On ne peut cependant l'accuser d'anticléricalisme car il stipula dans son testament en 1875 que, si l'école dont il assurerait le financement n'était pas fondée et ouverte 18 mois après sa mort, il lèguerait ses biens au Consistoire protestant de Nîmes » à charge pour lui d'établir des écoles à Beaucaire, ceci sans conditions, même sur le plan religieux ».

L'école vit le jour, dans l'école de

la Condamine en 1882, soit un an après sa mort.

Grâce à lui Beaucaire disposait d'une des premières écoles primaires supérieures du Gard.

Eugène Vigne institua aussi un prix destiné « à stimuler le zèle des Beaucairois en matière de diffusion de l'instruction ». Ce prix, qui couvrait à l'époque une bonne partie des frais de scolarité d'un élève, est aujourd'hui symbolique.

Craignant que l'exil de sa statue rue Jean Moulin plonge la mémoire de ce grand homme dans l'oubli définitif, nous souhaitons ardemment que la demande des élus de gauche soit prise en considération afin d'honorer un personnage exemplaire pour nous, qui a accordé ses principes avec ses actes contrairement à beaucoup des laudateurs actuels de la laïcité qui en parlent beaucoup mais ne font rien pour elle et quelquefois la combattent sournoisement.

Grâce à lui, l'école pour tous, laïque et gratuite, s'est inscrite dans la vie des Beaucairois.

BOURBOUSSON EN GREVE RECONDUCTIBLE !!!

Après être resté indifférent au projet de fusion du commissariat organisé par ses amis politiques du gouvernement pendant des mois et ce malgré plusieurs alertes lancées par RPB (article dans la lettre d'info, demande de mise à l'ordre du jour du Conseil municipal, etc.), après avoir retourné sa veste, comme le fait si bien son mentor Nicolas S., devant la pression populaire, il s'est déclaré finalement, en pleine page du Midi Libre, contre ce projet. M. BOURBOUSSON vous a proposé de signer une pétition à son initiative alors qu'une autre pétition circulait déjà à ce sujet depuis 10 jours. Telle la « Mouche du coche » de La Fontaine, il se faufile gauchement sur l'échiquier politique, s'imaginant que les Beaucairois n'ont pas remarqué qu'il mangeait à tous les râteliers. Pour la prochaine étape, RPB pense qu'une grève de la faim du maire serait une action de poids...

Récitation - La morale du «coche et la mouche» de Jean de la Fontaine

*Ainsi certaines gens, faisant les empressés,
S'introduisent dans les affaires :
Ils font partout les nécessaires,
Et, partout importuns, devraient être chassés.*



REVISION DU CONTRAT D'AFFERMAGE POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Le contrat d'affermage du service public de l'eau, renouvelé en 2008 au très grand profit de Veolia, prévoit que les tarifs de base ainsi que les formules de variation pourront être soumis à révision tous les cinq ans. Cette révision pourra donc intervenir au 1er janvier 2013 et devrait permettre aux élus de la majorité de faire valoir les droits des consommateurs après des années de négligence de la part des majorités de droite et de mépris de Veolia.

Les révélations de RPB, qui dénonce depuis maintenant deux ans la gestion calamiteuse du délégataire historique, placent le maire et son équipe en position de force. Nous leur suggérons de commander un audit comptable des comptes de Veolia comme le prévoient les articles R2222-1 et R2222-4 du Code général des collectivités locales tout en convoquant la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) afin que cette négociation ne soit pas entachée de suspicion.

Pour attester de la nécessité de définir de nouvelles dispositions d'évolution des nouveaux tarifs de base, il suffit de rappeler que durant l'année 2009, le tarif fermier eau a augmenté de 3,9 % et que Veolia « oublie » de joindre à son rapport annuel de délégataire depuis 2008 ses comptes prévisionnels...

LesTrois Singes

Publication de l'association

Réagir pour Beaucaire

Directeur de la publication :

Francis Foussard

Ont participé à la rédaction :

Christiane Rott

Gérard Abizanda

Claude Dubois

Francis Foussard

Paul Jallat

Stéphane Linossier

Jean François et Chantal Milesi

André Piétri

Dessins et photo : Ziba

Composition Réagir pour Beaucaire

Imprimé par ESQUALIS sur papier recyclé

ISSN n° 1968-6579